

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

PREMIER MINISTERE

AUTORITE DE REGULATION

CONSEIL NATIONAL DE REGULATION

Téléphone: (222) 529 12 70

Télécopie : (222) 529 12 79

Boîte Postale : 4908

Site web: www.are.mr

DECISION

DU CONSEIL NATIONAL DE REGULATION

N° 02/07/AR//CNR/DT

LE CONSEIL NATIONAL DE REGULATION :

- Vu la loi n° **2001-18** du **25 Janvier 2001** relative à l'Autorité de Régulation Multisectorielle ;
- Vu la loi n° **99.019** du **11 Juillet 1999** relative aux télécommunications ;
- Vu l'arrêté n° **130/MIPT** en date du **21 Février 2001** définissant les modalités d'octroi, de réglementation et de contrôle des licences et autorisations ;
- Vu l'arrêté n° **401/MIPT** en date du **04 Juin 2000** portant attribution de la licence n° **1** d'établissement et d'exploitation d'un réseau de télécommunications cellulaire ouvert au public de norme **GSM** au bénéfice de la Société Mauritano-Tunisienne de Télécommunications (**MATTEL SA**) ;
- Vu le Cahier des Charges de ladite licence signé le **03 juin 2000** ;
- Vu le rapport d'enquête de l'Autorité de Régulation **de février 2007** ;
- Vu la mise en demeure par la lettre n° **410/AR/CNR/DT/RTR** du **21 mars 2007** ;
- Vu le rapport de la mission de contrôle menée du **30 avril au 15 mai 2007** par l'Autorité de Régulation ;
- Vu la lettre de l'Autorité de Régulation n° **630/AR/CNR/DT/RTR** du **05 juin 2007** tenant lieu de notification de griefs à **MATTEL SA**;
- Vu la réponse de **MATTEL s.a.** par la lettre n°**181/ DG/07** du **15 juin 2007** ;

- Considérant que, par référence aux textes sus-visés, l'opérateur **MATTEL SA** s'est engagé à assurer en permanence aux utilisateurs du service, des niveaux de qualité conformes aux standards internationaux et, en particulier, aux normes de l'**UIT** et de l'**ETSI** ;
- Considérant que les niveaux de qualité sur lesquels l'opérateur s'est expressément engagé en vertu de l'article 9 du Cahier des Charges devraient permettre les minima suivants dans les agglomérations et sur les axes routiers desservis :
 - Taux de perte maximum (GoS) de **5 %**, y compris lors d'évènements générateurs d'une forte densité d'utilisateurs (congrès, conférence, foire, etc...) ;
 - Taux de coupure des appels : au maximum **3 %** ;
- Considérant qu'en date du **21 mars 2007**, l'Autorité de Régulation a, par lettre n° **410/AR/CNR/DT/RTR** tenant lieu de mise en demeure, réitéré à l'opérateur **MATTEL SA** de se conformer aux prescriptions de son Cahier des Charges en terme de qualité de service;
- Considérant qu'en dépit de cette mise en demeure, l'opérateur **MATTEL SA** n'a pas remédié aux manquements relevés et que par contre, la qualité de service a continué à se dégrader dans certaines agglomérations, comme il apparaît dans le rapport de mission de contrôle d'**avril/mai 2007** ;
- Considérant que par lettre n° **630/AR/CNR/DT/RTR** du **05 juin 2007**, l'Autorité de Régulation a prévenu l'opérateur **MATTEL SA** de son intention de lui appliquer les sanctions pécuniaires prévues par la loi, en raison des manquements constatés, en l'invitant à communiquer ses éventuelles remarques et observations sur cette question dans les **dix jours** calendaires suivant la réception de ladite lettre ;
- Considérant que les motifs invoqués par **MATTEL SA** dans sa lettre n° **181/DG/07** du **15 juin 2007** ne sont pas pertinents pour justifier les manquements graves à ses obligations contractuelles ;
- Considérant la gravité des manquements relevés par rapport aux engagements en terme de qualité du service prescrits par le Cahier des Charges, d'une part, et leur conséquence dommageable pour la communauté des utilisateurs, d'autre part ;
- Considérant qu'il appartient au Conseil National de Régulation de veiller au respect des engagements découlant de la loi, des règlements et du Cahier des Charges signés par l'opérateur **MATTEL SA** en lui appliquant les sanctions prévues par la législation en vigueur ;

DECIDE

Article 1er:

Les sanctions pécuniaires suivantes sont appliquées à l'opérateur **MATTEL SA** pour manquements aux engagements en terme de qualité de service prescrits par l'**article 9** du Cahier des Charges de la licence objet de l'arrêté n° : **R 401 du 04/06/2000** notamment le **taux de perte d'appels** et **taux de coupure des appels** :

Localité	Taux de perte d'appels(%)	Montant de l'amende (en UM)	Taux de coupure des appels(%)	Montant de l'amende (en UM)
Nema*	100	15 000 000	0	0
Adelbegrou	92	6 440 000	50	2 500 000
Ould Yengé	92	6 440 000	0	0
Bassiknou	88	6 160 000	0	0
Timbedra*	88	13 200 000	0	0
Sélibaby*	83	12 450 000	15	750 000
R'kiz	82	5 740 000	22	1 100 000
Chegar	80	5 600 000	20	1 000 000
Aioun	79	5 530 000	0	0
Zouerat	73	5 110 000	0	0
Mederdra	58	4 060 000	43	2 150 000
Magta-lahjar*	58	8 700 000	5	0
Guerou*	51	7 650 000	3	0
Atar	42	2 940 000	2	0
Nouadhibou*	42	6 300 000	2	0
Kankossa	42	2 940 000	0	0
Aleg*	41	6 150 000	5	0
Elghaira (Djouk)	40	2 800 000	13	650 000
Lekhderate - Zravia	16	1 120 000	10	500 000
Tintane*	16	2 400 000	0	0
F'Derik	8	0	4	0
Boutilimit*	8	0	2	0
Kiffa*	7	0	1	0
Bareina	4	0	33	1 650 000
M'bagne	0	0	0	0
Total		126 730 000		10 300 000
		Total Général		137 030 000

* Localités où il y a récidive

Soit un montant total pour les manquements sus-cités de **Cent Trente Sept Millions Trente Mille Ouguiyas (137 030 000 UM)**

Article 2 :

La sanction pécuniaire ci-dessus sera recouvrée comme créance de l'Etat et versée au Trésor Public.

Article 3 :

Le Directeur des télécommunications est chargé de l'application de la présente décision.

N.B :

Les pénalités ont été calculées conformément à l'article 6 de la loi 99-019 du 11 juillet 1999 qui stipule que « si le manquement n'est pas constitutif d'une infraction pénale, une sanction pécuniaire dont le montant est proportionné à la gravité du manquement et aux avantages retirés sans qu'il puisse excéder 7 millions d'Ouguiyas portés à 15 millions, en cas de nouvelle violation de la même obligation »,

A cet effet, il a été tenu compte de ce qui suit :

- pour un taux de perte d'appels :

- inférieur ou égal à 5%, il n'y a pas de manquement ;
- supérieur à 5% et inférieur à 10%, l'Autorité de Régulation a jugé ce niveau tolérable et n'a donc pas appliqué de pénalité ;
- de 100%, l'amende est de 7.000.000 UM. En cas de récidive, elle est portée à 15.000.000 UM
- compris entre 10% et 100% l'amende est proportionnelle au taux relevé.

- pour un taux de coupure des appels :

- inférieur ou égal à 3% il n'y a pas de manquement ;
- supérieur à 3% et inférieur à 6%, l'Autorité de Régulation a jugé ce niveau tolérable et n'a donc pas appliqué de pénalité ;
- de 100%, l'amende est de 5.000.000 UM ;
- compris entre 6% et 100% l'amende est proportionnelle au taux relevé.